



COMMUNIQUÉ AUX MEMBRES
COMMUNIQUÉ AUX MEMBRES
COMMUNIQUÉ AUX MEMBRES

A propos du renouvellement de notre convention collective...

BOUCHERVILLE, le 28 mai 2003 - Comme vous le savez sans doute, plusieurs syndicats à Hydro-Québec ont procédé au renouvellement de leur convention collective, au cours des dernières semaines, et certaines membres du SPSI s'interrogent sur l'évolution de ce dossier en ce qui concerne notre groupe d'emploi.. Comme vous le verrez plus loin, le Bureau du SPSI a initié des discussions sur ce dossier en février 2003 et nous sommes toujours en attente d'indications, de la part de la Direction, quant à la suite à donner à ce dossier.

Voici donc les éléments qui seront traités dans cette communication:

- Le renouvellement de la convention collective du SPSI
- Le point sur le rachat de rentes de retraite pour les membres "contractuels"
- Le point sur le dossier de l'assurance vie collective supplémentaire AVCS
- Le Tokamak est mort: vive la recherche qui se fait ailleurs au Canada!
- Assemblée générale annuelle du Régime de retraite d'Hydro-Québec et élections au comité de retraite
- Attendre l'année 2004 serait peut-être souhaitable pour prendre sa retraite...

Le renouvellement de la convention collective du SPSI

D'entrée de jeu, précisons le contexte ayant entouré la première rencontre du Bureau avec la Direction d'Hydro-Québec: au cours du mois de février 2003, Hydro-Québec convoquait le SPSI afin d'entamer les discussions portant sur le renouvellement de notre convention collective. Lors de cette rencontre, il a été convenu par les parties, à la demande de l'entreprise, de limiter les discussions aux seuls aspects salariaux de notre convention collective ainsi que de modifier certaines paramètres du régime de retraite. Il va sans dire que la Direction souhaitait un renouvellement pour une durée de cinq années et justifiait "l'urgence" d'entamer les négociations - malgré le fait que notre convention vient à échéance en décembre 2003 - par le climat pré-

électoral prévalant à ce moment-là. Il convient également de rappeler que le Bureau avait entamé les préparatifs à d'éventuelles négociations par la tenue de rencontres, avec les membres, à l'automne 2002 et que les éléments que nous souhaitions discuter avec la Direction étaient bien définis dès la première rencontre avec l'entreprise.

Ainsi, les parties ont convenu d'une rencontre de négociation portant sur ces deux éléments et la rencontre a été tenue le 26 février dernier. Lors de cette unique rencontre avec la Direction, après que le SPSI eut proposé des modifications au régime de retraite qui allaient dans le sens des souhaits de la Direction et qui ont été bien accueillis par cette dernière - avec des ajustements visant à reconnaître la scolarité de nos membres -, les parties ont échangé sur les paramètres salariaux pour le renouvellement de notre convention collective. La Direction a pris note de nos propositions - visant notamment à rattraper l'écart salarial existant entre Hydro-Québec et le marché de comparaison - et a également pris l'engagement de nous convoquer, à nouveau, dans les prochains jours afin de donner suite à nos échanges. Malheureusement et malgré la disponibilité de notre équipe de négociation, l'entreprise n'a jamais donné suite à son engagement et les discussions en sont restées à ce point. Nous sommes toujours en attente d'une invitation de la Direction à poursuivre nos discussions et nous vous tiendrons informés de l'évolution de ce dossier si des développements significatifs devaient survenir dans les prochaines semaines.

Le point sur le rachat de rentes de retraite pour les membres "contractuels"

Après un "sprint" de négociation entrepris l'automne dernier afin de régler ce litige à l'amiable, les parties ont convenu d'un texte de règlement qui permettrait à certains membres "contractuels" du SPSI le rachat d'années de cotisations au Régime de retraite d'Hydro-Québec RRHQ. Cependant, après échange de la liste des personnes visées par ce règlement, la Direction a rejeté la liste soumise par le SPSI au prétexte que certaines personnes avaient quitté notre unité d'accréditation et que le "retracement" de ces personnes s'avérerait une "complication" additionnelle et un lourd fardeau pour l'entreprise...

Cela étant, le Bureau a évalué la situation et maintenu la liste des personnes visées par le règlement puisque l'opération "retracement" s'appliquerait à un nombre très limité de personnes et que ces dernières, étant membres de notre unité d'accréditation au moment où le grief a été soumis en arbitrage, exposerait le Syndicat à d'éventuelles poursuites si elles étaient exclues du règlement. Par ailleurs, afin de nous prémunir contre les lenteurs dans ce dossier, nous avons réactivé la procédure d'arbitrage afin que ce dossier trouve un règlement dans les plus brefs délais, soit par une entente entre les parties ou par une décision de l'arbitre si tel chose s'avérait nécessaire.

Nous espérons toujours conclure un règlement à l'amiable avec la Direction et vous tiendrons informés de la suite de ce dossier.

Le point dans le dossier de l'assurance vie collective supplémentaire AVCS

Ce dossier évolue également de façon très lente, la Direction ne voulant visiblement pas régler ce litige autrement que par une décision rendue par l'arbitre. Les auditions se poursuivront l'automne prochain et devraient se conclure en 2004, selon le plan de travail établi à ce jour.

Le Tokamak est mort: vive la recherche qui se fait ailleurs au Canada!

Lors d'une réunion de coordination tenue entre les syndicats professionnels à Saskatoon, les participants étaient conviés à une visite du nouveau synchrotron canadien établi en partenariat entre la Saskatchewan et le gouvernement fédéral. Il s'agit ici de la construction et de la mise en service d'un synchrotron de 3^{ième} génération - énergie du faisceau de 2,9 GeV à la sortie de l'anneau de stockage - requérant un investissement total de 173 M\$ avec une contribution fédérale de 56 M\$ et une mise en service en 2004. Cet investissement en Saskatchewan résulte d'un appel d'offre pan-canadien auquel la Saskatchewan et l'Ontario ont participé, le Québec ne soumettant aucune proposition au comité de sélection du projet.

Or, pendant qu'ailleurs au Canada, on investit dans la R&D "de base" avec l'appui des fonds fédéraux, voilà qu'Hydro-Québec, jugeant notamment que la recherche sur la fusion nucléaire ne présentait aucun intérêt et n'avait aucun avenir commercial, justifiant l'abandon du projet Tokamak par le retrait temporaire du financement fédéral, a démantelé ses équipements de recherche sur le Tokamak de Varennes. Pourtant, il eut suffi qu'Hydro-Québec maintienne en opération ses infrastructures de R&D pendant deux années, jusqu'à la réapparition du financement fédéral, pour que le projet Tokamak soit encore actif à ce jour. Mais voilà, la Direction d'Hydro-Québec a préféré augmenter ses profits de 6 M\$ - la contribution d'Hydro-Québec à ce projet de recherche - en fermant le projet Tokamak plutôt que de maintenir en vie ce projet jusqu'à ce que le gouvernement fédéral assainisse ses finances et recommence à nouveau à supporter le financement de la R&D "long terme".

De plus, que dire du projet ITER, un programme de recherche en fusion nucléaire financé par un consortium international et prévoyant des investissements de 12 G\$ US, l'Ontario ayant soumis une proposition visant à accueillir ce projet alors que cette proposition aurait pu émaner du Québec si Hydro-Québec avait maintenu ses activités de recherche sur le Tokamak de Varennes? Encore ici, il semble que la recherche de profits à court terme, pour l'entreprise, s'est avérée un choix catastrophique et déterminant pour la R&D au Québec. Par opposition, en contre-partie de la "vraie" R&D qui se réalise ailleurs dans le monde et non à Hydro-Québec, on propose plutôt à nos chercheurs d'assurer une "vigie" sur les nouvelles technologies en "collectionnant les coupures de journaux" des publications soumises par nos confrères... bel avenir!

M'enfin, pour en savoir plus sur le synchrotron de Saskatoon, prière de pointer son fureteur à l'adresse www.lightsource.ca.

Assemblée générale annuelle du Régime de retraite d'Hydro-Québec et élections au comité de retraite

Récemment, les employés et les retraités ont reçu un avis de convocation à l'assemblée générale annuelle du Régime de retraite d'Hydro-Québec et cette assemblée se tiendra samedi le 14 juin 2003 à l'Hôtel Wyndham du Complexe Desjardins. Nous vous invitons à y assister en grand nombre et à participer activement à cette rencontre, une période de questions étant allouée à cet effet.

De plus, comme à l'habitude, il y aura élection pour désigner les membres du comité de retraite et notre collègue David McCallum, du simulateur de l'IREQ, propose à nouveau sa candidature

pour siéger au sein de ce comité. Nous vous invitons à supporter la candidature de David dans la mesure où il siège depuis plusieurs années sur ce comité et dans la mesure où nous estimons qu'il est important que nos membres siègent sur les comités de gestion de l'entreprise.

Attendre l'année 2004 serait peut-être souhaitable pour prendre sa retraite...

D'un point de vue strictement financier et sans tenir compte d'éventuelles négociations pour le renouvellement de la convention collective, il pourrait s'avérer intéressant, pour certains chercheurs admissibles à la retraite en 2003, d'attendre l'année 2004 avant de faire le grand "saut" vers la retraite.

Ainsi, comme plusieurs le savent déjà, la loi fédérale de l'impôt sur le revenu impose une limitation à la rente qu'un retraité peut recevoir d'un régime de retraite, tel le Régime de retraite d'Hydro-Québec RRHQ, ce maximum étant établi au moment où débute la retraite de l'employé. Et, ce maximum limite significativement la rente de retraite pour un chercheur/ingénieur niveau IV, une réduction annuelle de plus de 2500\$ s'appliquant avant l'âge de 65 ans et de plus de 1500\$ pour chacune des années subséquentes. De plus, s'agissant d'un chercheur/ingénieur niveau III, la rente est également réduite mais dans une proportion moindre pour ce niveau de rémunération.

Or, lors de son dernier budget, le gouvernement fédéral a annoncé une hausse de ce plafond et cette dernière entrera en application dès 2004. Ainsi, dans la mesure où le plafond utilisé pour le calcul de la rente maximale est celui en vigueur au moment où débute la retraite, un employé qui prend sa retraite en 2004 bénéficiera du nouveau maximum déterminé pour l'année 2004 dans le calcul de sa rente de retraite pour toutes ses années de participation depuis 1992, aucune limitation ne s'appliquant pour les années de cotisation avant 1992. Dans le cas d'un chercheur/ingénieur niveau IV, cela représente une rente annuelle bonifiée d'environ 1400\$ par rapport à la limite établie pour l'année 2003. De plus, si l'employé opte pour une prise de retraite en 2005, le maximum établi par la nouvelle législation ne limitera presque plus les rentes de retraite pour les chercheurs/ingénieurs de niveau IV.

Il y a cependant une disposition particulière pour les personnes qui atteindront 65 ans au cours de l'année 2003. Ainsi, au premier jour du mois qui suit le 65^{ième} anniversaire de naissance, la rente du participant sera établie selon les règles qui prévalent en ce moment-ci, dont la règle de la rente maximale avec la limitation en vigueur en 2003, et l'employé cessera alors de participer au régime de retraite. Lors de la cessation d'emploi, la rente qui sera alors versée à cet employé sera celle déterminée au 65^{ième} anniversaire de naissance, majorée d'un équivalent actuariel pour tenir compte du fait qu'aucune rente n'a été versée entre le 65^{ième} anniversaire de naissance et le jour de la retraite. En clair, pour ce qui est de la rente maximale, un chercheur/ingénieur qui atteindra 65 ans cette année verra sa rente limitée au maximum fixé pour l'année 2003. Par ailleurs, un chercheur/ingénieur qui atteindra 65 ans en 2004 verra sa rente limitée au maximum établi pour l'année 2004.

Pour nous rejoindre

Secrétariat du SPSI

210, boul. de Montarville

Bureau 3014

Boucherville (Québec)

J4B 6T3

Tél : (450) 449-9630
1-877-449-9630 (sans frais)

Fax : (450) 449-9631

Courriel : secretariat@spsi.qc.ca

Page Web : www.spsi.qc.ca

Le Bureau du Syndicat